

HÔPITAL

Le cri d'alarme des « perchés »

Au Havre, sept soignants de l'Hôpital psychiatrique Pierre Janet entament leur huitième jour d'occupation du toit des urgences pour obtenir l'ouverture de négociations.

«**N**ous descendrons du toit lorsque la directrice de l'agence régionale de santé se manifestera ! » promet Nathalie Sellier, infirmière aux urgences psychiatriques de l'hôpital Pierre Janet au Havre (Seine-Maritime), l'une des « perchés », comme s'appellent eux-mêmes les grévistes qui campent sur le toit des urgences depuis le 26 juin. « Nous devons parfois prendre en charge quarante patients pour lesquels il n'y a pas de place. Ils dorment à même le sol ou sur des chaises. Nous "stockons" une partie d'entre eux aux urgences, déjà occupées à 235%. Et répartissons les autres dans les quatre secteurs de service », témoigne-t-elle.

Comme à l'hôpital psychiatrique du Rouvray près de Rouen, à quelques kilomètres de là, l'impatience et la colère ont gagné face au mutisme de la directrice de l'ARS Normandie, Christine Gardel. Celle-là même que les salariés du Rouvray ont accueillie par un silence de mort, le 8 juin, lors de son arrivée, ayant été contrainte de négocier sur place, tandis que plusieurs soignants entamaient leur 18e jour de grève de la faim.

Au Havre, la même exaspération a conduit sept soignants, infirmières et aides-soignantes – cinq femmes et deux hommes – à s'installer nuit et jour sur le toit de leur établissement. « Le moral est fluctuant. En temps normal, nos familles subissent nos rythmes de travail débridés, mais là, nous sommes absents en permanence, explique Nathalie Sellier. La solidarité des médecins, des patients et des familles nous donne toutefois la force de tenir. » Et, ajoute-t-elle réjouie : « Les plus anciens n'ont jamais vu cela ! »



Après sa visite de l'Hôpital Pierre Janet la semaine dernière, le Député communiste havrais Jean-Paul Lecoq (PCF) a demandé au Premier ministre de prendre des mesures d'urgence. Photo DR

Depuis le début de la grève au Havre, le 16 juin, l'intersyndicale (CGT, SUD et CFDT) et les salariés grévistes ne ménagent pas leurs efforts pour se faire entendre. Après avoir envahi le conseil municipal de l'ex-ville du premier ministre, Édouard Philippe, ou encore le conseil régional, ils ont contraint le maire, Luc Lemonnier, et le président du conseil régional de Normandie, Hervé Morin, «à visiter le service psy et se rendre compte par eux-mêmes de la façon dont leurs électeurs sont traités à l'hôpital», raconte l'infirmière.

Leur dernier fait d'armes remonte à jeudi dernier. Ils étaient plus d'une centaine à s'allonger à l'entrée de la salle où se réunissait le conseil de surveillance de l'établissement.

«Les membres de la direction ont dû nous enjamber. Cela figure bien la façon dont ils nous traitent.»

La directrice de l'ARS refuse de négocier au sein de l'hôpital

Hier, les médecins psychiatres ont rencontré l'agence régionale de santé (ARS). Un rendez-vous peu fructueux puisque Christine Gardel a refusé de se rendre sur place et rejeté la demande d'organiser des négociations au sein de l'établissement. Une demande expresse de personnel mobilisé mais qualifiée de «mimétisme avec l'hôpital du Rouvray» par la directrice de l'ARS-Normandie. «On est prêt, disponible cette semaine, mais le rendez-vous sera proposé à Caen ou à Rouen»,

indiquait toutefois son service de presse en milieu d'après-midi, sans plus de précision.

L'intersyndicale, de son côté, a pris acte de ce refus juste avant un rendez-vous avec le directeur général de l'hôpital. «Nous voulons discuter avec les personnes qui peuvent débloquer des moyens, c'est-à-dire l'ARS», insiste Nathalie Sellier. L'intersyndicale a établi une longue liste de revendications, dont la création d'une unité supplémentaire pour les patients en surnombre, un pôle de remplacement de nuit et le maintien des centres médico-psychologiques (CMP) en voie de fermeture.

SYLVIE DUCATTEAU

Article paru le 3 juillet 2018 **l'Humanité**



Le Député de la Somme François Ruffin (France Insoumise) se rend aujourd'hui au Havre pour lancer une commission d'enquête officielle et rencontrer les «perchés». Photo DR



l'Humanité.fr



CHAQUE JOUR, LISEZ **l'Humanité**

ET CHAQUE SEMAINE, LISEZ **L'Humanité**
Le magazine des alternatives
DIMANCHE

retrouvez les publications de l'Humanité

sur la boutique en ligne : <http://boutique.humanite.fr>

Service abonnements : 01 55 84 40 30 - relationlecteur@humanite.fr